

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 19

24^e année • mercredi 12 mai 2021

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA



THIERRY PORCHET

UNIA APPELLE LA DIRECTION DE DPD À NÉGOCIER

Trois mois après la dénonciation des conditions de travail déplorables chez DPD et ses sous-traitants, Unia manifestait à nouveau aux portes du centre logistique de Bussigny. Les revendications des comités de livreurs et de logisticiens du syndicat ont été exposées le long de la route d'accès. Unia exige de vraies négociations sur ces points. **PAGE 9**

POINT DE MIRE

SOS violence institutionnelle

Sylviane Herranz

Il est temps d'ouvrir les yeux. Demain, il sera trop tard pour dire «on ne savait pas». Depuis trop longtemps, les associations venant en aide aux requérants d'asile dénoncent des cas de violence à leur égard. La semaine passée, enfin, quatorze agents de sécurité actifs dans des Centres fédéraux pour requérants d'asile, notamment dans celui de Boudry, ont été suspendus. Les révélations de plusieurs enquêtes médiatiques, notamment de la RTS, ont contraint le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) à cette mesure. Une broutille au vu des faits rapportés. Comme ceux relatés par *Le Courrier* l'année dernière. A Chevilles, trois requérants avaient été battus: roué de coups pour l'un, empêché de rentrer dans le centre, la tête en sang, il s'est retrouvé aux urgences à Fribourg après une perte de connaissance. Un autre, saisi à la gorge et

sorti du bâtiment par deux agents de sécurité parce qu'il avait osé se plaindre au directeur du ton agressif et injurieux utilisé à son encontre. Crise d'épilepsie et urgences pour lui aussi. Le troisième a été violemment poussé contre une vitre. Résultat, une grave blessure à la jambe, des tendons sectionnés et un gros handicap à la clé. En février dernier, c'est à Boudry qu'un requérant s'est trouvé en hypothermie avancée, abandonné dans une «cellule de dégrisement» par des agents de Protectas. Il a aussi dû être emmené aux urgences. Ces quelques exemples ne sont que la pointe de l'iceberg des exactions commises dans ces centres.

Il y a une semaine, le SEM annonçait également qu'une enquête externe avait été mandatée au sujet de ces révélations sur un «usage prétendument excessif de la force dans les centres fédéraux». Prétendument excessif? Un usage de la force non excessif serait-il acceptable? Le SEM admet par ailleurs qu'il est nécessaire de revoir les modalités de recrutement des agents de sécurité ainsi que leur formation. Ce qui est bien évidemment à saluer, mais pas suffisant, la privatisation de ces tâches ne pouvant que pousser aux abus. L'année passée, certains agents révoltés par l'attitude de leurs collègues avaient osé témoigner. L'absence de formation, couplée aux conditions de travail extrêmement précaires du personnel de Securitas et de Protectas, les empêchant d'appréhender les situations terribles vécues par les requérants de tous âges, de toutes origines, au parcours jalonné pour beaucoup par la violence.

Une violence qu'ils retrouvent en Suisse. Une violence institutionnelle qui se répercute par de la violence verbale et physique dans les centres d'asile. La nouvelle Loi sur l'asile, les économies budgétaires et la privatisation de la surveillance confiée à des sociétés dont la seule préoccupation est de faire fructifier leurs bénéfices, ont détérioré la situation, bloquant toute approche humaine et empathique. Cette violence institutionnelle est aussi présente dans la politique européenne du non-asile, à laquelle participe la Suisse. Une politique qui ferme les frontières et pactise avec les pays limitrophes, condamnant des centaines de réfugiés à périr en Méditerranée ou entre les mains des trafiquants libyens. Quelques jours avant les révélations de la RTS, la ministre fédérale de justice et police en charge de l'asile annonçait fièrement la conclusion d'un accord entre cantons et Confédération pour lutter contre une autre forme de violence, la violence domestique. Pas peu fière de cet accord, elle a affirmé, ingénue: «Vous savez, on a toutes et tous vécu le moment où on a nié le fait. On a complètement nié que ça existe. Ce n'était pas possible». Et maintenant, Madame Keller-Sutter, combien de temps faudra-t-il attendre pour reconnaître cette violence institutionnelle et physique perpétrée à l'égard d'êtres humains qui n'ont d'autre chose à se reprocher que de tenter de survivre, de vivre, après avoir fui de multiples violences dans leur propre pays? ■

PROFIL



Jean Reynard, l'art de rebondir.

PAGE 2

MOBILISATION

La Grève pour l'avenir se prépare.

PAGE 3

ALLEMAGNE

IG Metall: le temps c'est de l'argent.

PAGE 5

CLIMAT

La désinformation au cœur du procès.

PAGE 6

L'ART DE REBONDIR

Après une descente aux enfers, l'agriculteur valaisan Jean Reynard vit, depuis une douzaine d'années, une renaissance

Aline Andrey

Une vie à cent à l'heure que celle de Jean Reynard, qui a risqué plus d'une fois de la perdre. Des virages abrupts, beaucoup d'accidents et de remises en question jalonnent ce destin hors du commun, digne d'un roman. D'ailleurs, en déménageant cette semaine, il a retrouvé écrits et dessins de ses années noires. «Je vais les jeter. Ça ne m'intéresse plus cette époque où je me morfondais. C'est fou, non, comme on a toujours plus à dire sur les malheurs que sur les bonheurs?» A 61 ans, Jean Reynard a le franc-parler des gens de la terre et le sourire d'un gosse espiègle. Il a fait les quatre cents coups et en a ramassé tout autant. En guise de bornes chronologiques: sa naissance en 1959, une enfance à Fully marquée par le travail dans les vignes de son grand-père, une jeunesse pétrie de fêtes, d'excès, de passion pour la musique, de ses hivers en station. «J'ai découvert la montagne. J'ai fait beaucoup de peau de phoque et de grimpe. Je travaillais comme cuisinier et comme loueur et préparateur de skis. Mais j'aimais surtout avoir mes moments de liberté, rencontrer des gens, jouer de la guitare ou faire des virées, sac au dos, ici ou ailleurs», se souvient-il.

DOUBLE VIE

Il y a une quarantaine d'années, il rencontre sa future épouse, étudiante en chimie et fille de paysan. Son beau-père lui propose de travailler avec lui. «J'ai accepté. Mais, quelques mois plus tard, il se suicidait», raconte Jean Reynard, dont le parcours est émaillé de drames. «On a galéré pour maintenir à flot l'exploitation. Je me suis formé en même temps à l'Ecole d'agriculture de Châteauneuf. J'ai mordu à pleines dents dans ce métier!» se souvient-il, les yeux pétillants. L'agriculteur cultive comme on lui a appris. «Je me souviens des pesticides que j'épandais avec mon tracteur, cigarette au bec. Dans les virages, je respirais ces produits à pleins poumons. J'en ai eu des nausées et des maux de tête.» Mais ce sont d'autres substances chimiques qui détruiront son château de cartes. «J'avais une double vie. D'un côté, mon boulot et ma famille, mon épouse et mes trois enfants. De l'autre, mes be-

soins en drogue. Je me rendais dans les parcs de Berne, où je pouvais dépenser 1000 francs par jour. Je vidais les comptes. Ma femme m'a quitté. Elle est partie à Genève avec les enfants âgés de 3, 5 et 7 ans. J'ai plongé.» Jean Reynard perd sa famille, son emploi, son toit et son permis de conduire, mais s'accroche à la vie.

Le survivant trouve refuge à «Chez Paou», un lieu d'accueil pour personnes dans la précarité. Puis se retrouve en prison. «J'en ai fait trois ans, surtout en préventive, après de grosses conneries pour trouver l'argent nécessaire à la cocaïne. C'était une période très dure. Mais la prison m'a sauvé. Au début, je me tapais la tête contre les murs. Puis, j'ai trouvé la paix, la confiance.» A ses côtés, un psy pas comme les autres dont Jean Reynard parle comme d'un soutien inestimable. «Quand je suis sorti, personne ne pariait un sou sur moi. J'étais devenu un paria», explique-t-il. Puis, d'ajouter, pensif: «Ça fait du bien de se rappeler.» Petit à petit, il se reconstruit. «Dès le moment où j'ai vraiment voulu m'en sortir, la société m'a aidé.»

BIO-TOP

Depuis douze ans, il revit, grâce à une force de caractère hors du commun et son coup de foudre pour une infirmière, lors d'une hospitalisation. «J'ai su que c'était elle», se souvient Jean Reynard. Sylvia Theiner, elle, confie que l'amour a grandi peu à peu au fil des rencontres. Doucement, l'homme remet les mains à la terre: une vigne, puis trois hectares d'abricots, et enfin des légumes. Il y a six ans, il a créé Bio-Top avec l'un de ses fils, un ami de celui-ci, sa sœur, sa compagne. Trois ouvriers de Guinée-Bissau, toujours les mêmes, viennent leur prêter main-forte chaque année. «Ce sont des gars en or. Ici, en Suisse, personne ne veut faire ce métier. Moi, rien ne me rebute. Tout ce que je demande aux ouvriers, je le fais aussi», assure le paysan, malgré ses quatre fractures du fémur. Une fragilité qui date d'un accident de voiture. «J'avais 28 ans. Le jour où j'ai acheté la bagnole, j'ai perdu la maîtrise et me suis retrouvé dans le platane, avec le moteur sur les genoux. «Une folle embarquée», avait titré *Le Matin*.» Aujourd'hui, quand les douleurs sont trop fortes, Jean Reynard pri-

vilégie les produits naturels. Car après la chimie à tout va, c'est le biologique qui dicte sa vie. Au début, il n'était pas favorable pour se lancer dans une exploitation bio. «Je ne pensais pas que cela fonctionnerait. Mais, au final, les signes ont été rapidement encourageants, voire étonnants, au point de m'ôter toutes craintes. Pourquoi les agriculteurs ne s'y mettent-ils pas tous? Parce que l'approche du bio est différente et qu'il faut se créer son propre réseau de vente», explique celui qui ne veut surtout pas donner de leçon. La vente directe, les marchés et les paniers permettent à la

petite entreprise de bien tourner. Mais le couple ne compte pas ses jours de travail. Au printemps 2020, leurs ouvriers ne pouvant pas les rejoindre, ils ont reçu l'aide de nombreux bénévoles. «Certains étaient vraiment en complet décalage. J'ai découvert lors de la récolte que l'un d'eux avait planté les betteraves avec les pots en plastique!» rigole Jean Reynard. Le professionnel souligne l'importance de la santé du sol et du respect des rythmes naturels des légumes. A ses côtés, sa compagne nous montre des petits prédateurs, des *Macrolophus* (des punaises vert fluo), qui vont défendre les cultures contre

les attaques de ravageurs. «J'espère travailler le plus tard possible», sourit le passionné, avant d'accepter une séance photo dans les choux. Un peu plus loin, Sylvia Theiner confie: «Après avoir scié la branche sur laquelle il était assis, Jean a su rebondir. Preuve qu'il a beaucoup de force et ne se laisse pas abattre.» ■



Jean Reynard, dans les choux, a toujours le mot pour rire.



POUR UN ÉCOLOGISME RADICALEMENT POPULAIRE

La Grève pour l'avenir, qui comprend la Grève du climat, Unia, le SSP, la Grève féministe et les Grands-parents pour le climat entre autres organisations, appelle à la mobilisation le 21 mai 2021



En face de Credit Suisse, sur la place Bel-Air à Genève, une grande fresque symbolique a été réalisée vendredi dernier par des organisations engagées pour le climat et les droits humains, dont Breakfree, Abya Yala Suiza et la Grève pour l'avenir. Elles appellent ainsi la banque à mettre un terme à ses investissements dans la construction d'un pipeline de pétrole bitumineux aux Etats-Unis. Passant à travers la région des Grands Lacs, ce pipeline menace la plus grande réserve d'eau du continent américain et viole les droits du peuple autochtone Anishinaabe. L'occasion aussi de rappeler l'importance de la finance helvétique dans les dangers pour l'environnement qui affectent la planète, deux semaines avant la Grève pour l'avenir du 21 mai.

Textes Aline Andrey
Photos Olivier Vogelsang

La neutralité carbone d'ici à 2030, une protection conséquente et ambitieuse de notre environnement commun, ainsi qu'un état d'urgence climatique, telles sont les revendications principales de la Grève pour l'avenir. Mais pas que. Car le mouvement réunissant syndicats, écologistes, féministes et antiracistes lutte aussi pour la justice climatique et sociale. «Notre écologisme est radicalement populaire. La transition écosociale pour laquelle nous nous battons ne doit laisser personne de côté. Nous réclamons la réduction du temps de travail, un revenu de transition écologique et des reconversions professionnelles financées solidairement», écrit la région neuchâteloise de la Grève pour l'avenir. Solenn Ochsner, secrétaire syndicale d'Unia, souligne que «les inégalités écologiques renforcent les inégalités sociales». Car les personnes les plus précaires, ayant le moins de responsabilité dans le réchauffement, sont les plus touchées, un processus poussant déjà des millions de personnes sur les chemins de l'exil.

CANICULES
«La plupart d'entre nous ne disposent pas de jet privé et de bunker en Nouvelle-

Zélande pour échapper aux conséquences des désastres causés par nos investissements, explique la Grève pour l'avenir Fribourg. Et si la Terre devait devenir une étuve, cela se fera bien plus fortement sentir sur les chantiers qu'à l'ombre des bureaux climatisés.» François Clément, cosécétaire régional d'Unia Fribourg, souligne que le réchauffement climatique est déjà une réalité, avec des conséquences dramatiques sur les lieux de travail: «Nos lois sont insuffisantes ou trop floues pour permettre de protéger correctement les travailleurs et les travailleuses de ce pays lors de canicules. Et quand elles existent, leur application fait défaut. Au point que les syndicats doivent bloquer des lieux de travail pour protéger le personnel. Et pourtant, ce n'est qu'un détail à l'échelle de la catastrophe annoncée par la communauté scientifique.»

CONTRE LE CAPITALISME
La défense du service public, d'un système de santé digne de ce nom, des transports publics gratuits, sont également au cœur des revendications, tout comme la refonte du système de production, ou encore l'antiracisme et la lutte contre le patriarcat. «La sur-exploitation de la nature, des femmes, des personnes issues de communautés

minoritaires et du Vivant a une même origine: les systèmes de domination patriarcale, capitaliste, néolibérale et colonialiste», explique Coraline Bénon du collectif neuchâtelois pour la Grève féministe. Ce 21 mai est donc un premier jalon pour renforcer les liens entre les mouvements contre «un système économique destructeur». L'importance des luttes paysannes et de la promotion d'une agriculture durable et solidaire, de la culture et de l'éducation, ou encore la nécessité de repenser nos mobilités sont aussi intégrées dans le manifeste unitaire. La réponse insuffisante de la part des autorités et la responsabilité de la place financière dans la crise climatique sont dénoncées.

POUR UNE RECONVERSION
Le 21 mai, à midi moins une, une alarme climatique retentira sur les lieux de travail et d'études, ainsi que dans les rues de Suisse pour alerter sur l'urgence de la situation. «J'ai proposé à des camarades d'Holcim de faire retentir cette alarme climatique sur le Mormont, mais ils ont peur de perdre leur emploi, souligne Eric Ducrey, co-vice-président de la construction d'Unia Fribourg et militant écologiste. J'ai envie de dire à mes camarades ouvriers de penser à l'ave-

nir. Le béton va obligatoirement diminuer. C'est à eux de prendre les choses en main pour continuer à travailler de manière durable. Ils doivent réclamer des formations, pousser aux changements. Ce n'est plus possible de gaspiller autant de béton et de goudron.» Lors de la Marche du 1^{er} Mai à Lausanne, Gary Domeniconi de la Grève du climat Vaud rappelait notam-

ment qu'écologie et économie ne sont pas ennemies. De son côté, Solenn Ochsner précise: «Il est nécessaire de garantir la possibilité d'une reconversion professionnelle pour tous les travailleurs et les travailleuses en accord avec leur éthique. L'état d'urgence climatique doit financer un revenu de transition écologique pour ne laisser personne sur le carreau.» ■

GRÈVE POUR L'AVENIR, QUELQUES RENDEZ-VOUS

- Plus de 75 actions sont prévues dans toute la Suisse le 21 mai 2021. A noter déjà:**
- Neuchâtel**
11h59: Alarme climatique devant Espacité à La Chaux-de-Fonds, à la place Pury à Neuchâtel et de manière décentralisée sur les lieux de vie et de travail.
18h: Manifestation depuis la place Rouge, aux Jeunes-Rives à Neuchâtel.
- Fribourg**
11h30: Début de la Grève étudiante.
11h59: Alarme climatique décentralisée sur les lieux d'études et de travail.
14h: Manifestation unitaire depuis la place Python, puis prises de parole dès 15h.
- Genève**
16h: Rassemblement sur la plaine de Plainpalais. Manifestation dès 17h.
- Lausanne**
13h30: Manifestation des étudiants depuis la gare.
17h30: Manifestation unitaire vaudoise depuis la Riponne.
- Martigny**
Le 30 avril de 18h à 20h: Critical mass à vélo depuis la gare.
- Carte des événements sur:** grevepourlavenir.ch

Vers une protection du climat bénéficiant aux travailleurs

L'Union syndicale suisse apporte son soutien à la Grève pour l'avenir du 21 mai. Elle vient de publier un Appel et neuf revendications

Sylviane Herranz

«Sans tournant climatique, pas d'économie équitable». Sous cette devise, se décline l'Appel de l'Union syndicale suisse (USS) pour la Grève pour l'avenir du 21 mai, rendu public la semaine dernière. Constatant que «la Suisse est de loin un des plus grands responsables des dégâts faits au climat», et que l'empreinte en gaz à effet de serre par personne y est plus du double de celle de la moyenne internationale, l'USS rappelle que la transition écologique est une revendication centrale des syndicats depuis de nombreuses années. Des organisations de salariés qui n'ont cessé de combattre, par exemple, la libéralisation du marché de l'électricité, qui ont défendu les énergies renouvelables, ainsi que le service public. C'est pourquoi, indique l'Appel de l'USS, «nous soutenons maintenant la Grève pour l'avenir du 21 mai 2021 et nous engageons, avec le mouvement des jeunes pour le Climat et les autres organisations qui la soutiennent, pour qu'elle soit un succès».

Pour la faitière, le réchauffement climatique résulte de l'«ordre économique mondial extrêmement inéga-

litaire», note-t-elle, signalant que les 10% des plus riches sont responsables de plus de la moitié des émissions de gaz à effet de serre. Un réchauffement affectant les plus pauvres, tant dans les pays du Sud qu'en Suisse, où les travailleurs les plus exposés aux conséquences de ce dérèglement sont les moins bien payés. Ce sont eux aussi qui souffrent de la pollution et du bruit, leurs logements aux loyers abordables se situant à proximité de grands axes de circulation. L'USS plaide pour un tournant social, seul moyen d'aller vers un virage climatique, la protection du climat devant se réaliser au bénéfice des travailleurs. Pour avancer dans ce sens, et pour que la transition écologique ne se réalise pas au détriment des emplois, il faut des investissements publics, tant dans le développement d'infrastructures que pour la formation des salariés concernés par les changements structurels nécessaires. «Le but doit être de créer des emplois durables, sains et bien rémunérés», souligne l'Appel. Pour une mise en œuvre efficace du tournant climatique, ce dernier doit être négocié collectivement et démocratiquement, indique l'USS. «Le levier central à cet effet est le renforce-

ment des services publics.» S'appuyant sur le développement historique du réseau ferroviaire, des centrales hydro-électriques ou du réseau de l'électricité, la faitière syndicale appelle à ne pas abandonner la tâche de la transition énergétique aux privés, qui chercheraient à faire des bénéfices et condamneraient la démarche. L'USS défend aussi le détachement de la Suisse de son approvisionnement en énergie fossile (pétrole et gaz), qui représente 63% de la consommation totale d'énergie du pays. Cela en promouvant les énergies renouvelables décentralisées et le développement des transports publics, deux volets «absolument indispensables pour atteindre rapidement la neutralité climatique». En conséquence, l'USS a défini neuf revendications concrètes «pour un tournant climatique social» (voir ci-contre), qui seront portées à l'occasion de la Grève pour l'avenir et au-delà. Elle invite également les travailleuses et les travailleurs à s'engager, en soutenant notamment l'appel sur son site internet. ■

L'Appel de l'USS et les revendications détaillées sont disponibles sur: uss.ch/actuel/protection-du-climat

LES REVENDICATIONS DE L'USS, EN BREF

- 1. Mobilité:** Il faut continuer à développer les transports publics et en réduire fortement le prix. Le potentiel de transition est énorme.
- 2. Transports et logistique:** Le transport de marchandises doit, chaque fois que cela est possible, avoir lieu sur rail. La privatisation rampante de CFF Cargo doit être stoppée.
- 3. Approvisionnement en énergie:** Il faut plus de service public, notamment une énorme offensive solaire, des investissements dans le chauffage à distance et des programmes d'efficacité énergétique.
- 4. Logement:** Le parc suisse de logements doit rapidement devenir climatique-ment neutre, sans renchérir les loyers. La construction de logements d'utilité publique doit être promue.
- 5. Protection de la santé:** Des mesures renforcées de protection de la santé des travailleurs doivent être prises urgemment, en collaboration avec les syndicats. Le système de santé doit devenir non discriminatoire et solidaire.
- 6. Mesures relatives aux émissions:** Des objectifs stricts en matière d'émissions, des interdictions et le blocage des subventions doivent être au centre de la politique climatique. La Loi sur le CO₂ devra être étoffée.
- 7. Raccourcir les distances:** Il faut rapprocher les lieux de travail et les logements sans dégradation des conditions de travail, et en associant les salariés à de nouvelles configurations et processus.
- 8. Innovation et formation continue:** Les formations de base et continue dans le secteur énergétique et la reconversion des salariés des domaines à forte émission doivent être intensifiées avec l'aide des pouvoirs publics.
- 9. Engagement international:** La Suisse doit participer activement aux efforts déployés au plan international et coopérer en matière de recherche. La place financière suisse, au bilan climatique mondial catastrophique, doit être durablement décarbonisée. ■

SÉANCE D'INFORMATION EN LIGNE
À L'ATTENTION DES CONTRIBUABLES

RÉVISION DE L'IMPÔT À LA SOURCE

Mardi 1^{er} juin 2021 de 12h30 à 13h45



Pour suivre la séance, rendez-vous sur
www.ge.ch/c/live-afc

Des spécialistes présentent les changements introduits par la révision de l'impôt à la source entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021 et répondent à vos questions en direct.

Administration fiscale cantonale	Groupement transfrontalier européen
Maud Guillemot Directrice adjointe de la perception	Guylaine Riondel-Besson Docteure en droit
Christine Ferrara Cheffe du service de l'impôt à la source	Hasna Charid Juriste fiscaliste



WWW.EVENEMENT.CH

MINI ANNONCE

RENCONTRE

Homme de 64 ans aimant la nature, la marche, les sorties, rencontrerait une femme de 50 à 60 ans.
Tél. 076 755 06 64.

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 60
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR L'Événement syndical
Syndicat Unia

PRÉSIDENT Aldo Ferrari

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Sonya Mermoud

ADMINISTRATEUR Nicolas Jacot

JOURNALISTES

Sylviane Herranz, Sonya Mermoud,
Aline Andrey, Manon Todesco,
Jérôme Béguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS

Evelyne Brun, Vincent Di Silvestro
Christophe Gallaz, Ambroise Héritier,
David Prêtre, Jean-Claude Rennwald

PHOTOGRAPHES

Thierry Porchet,
Olivier Vogelsang

ABONNEMENTS

39 éditions par an
Abonnement annuel Fr. 60.-
Abonnement de soutien Fr. 100.-
forum@evenement.ch
Publicité pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES

Atoll "îlots graphiques"
Catherine Gavin

IMPRESSION

Pressor SA, Delémont
Tirage contrôlé 56 442 exemplaires

VOUS VOUS INTÉRESSEZ à l'actualité du monde du travail? **VOUS ÊTES SENSIBLES** aux enjeux sociaux, politiques et économiques qui lui sont liés? **VOUS SOUHAITEZ** une information à l'échelle romande, nationale et internationale? **ABONNEZ-VOUS**

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Grâce à une parution hebdomadaire, *L'Événement syndical* suit de près l'évolution du monde du travail. Socialement engagé, il aborde les thèmes essentiels liés aux enjeux professionnels et économiques actuels, tels que les questions de santé et de pénibilité au travail, les grands mouvements de l'économie et leurs conséquences pour les salariés, ou encore les inégalités entre les femmes et les hommes. Il se fait aussi l'écho des luttes syndicales dans notre pays et à l'échelle internationale et propose un éclairage différent sur l'actualité.

- ☐ Je souscris un abonnement standard à *L'Événement syndical* (60 fr. par an)
- ☐ Je souscris un abonnement de soutien à *L'Événement syndical* (100 fr. par an)
- ☐ Je souhaite bénéficier de votre offre d'essai et recevoir gratuitement *L'Événement syndical* pendant 1 mois

Nom, prénom, adresse

Coupon à retourner à *L'Événement syndical* - place de la Riponne 4 - 1005 Lausanne
forum@evenement.ch - Tél. 021 321 14 60



MÉTALLURGIE ALLEMANDE: LE TEMPS, C'EST DE L'ARGENT

Le nouvel accord conclu dans le secteur introduit des nouveautés bienvenues en ces temps difficiles

Francesco Bonsaver

Entre le passage à la production de voitures électriques et la pandémie, les indicateurs sont au rouge pour l'avenir de l'emploi dans la métallurgie allemande. C'est dans ce contexte que le syndicat et le patronat de branche ont mené leurs négociations, qui ont débouché sur un accord très prometteur.

Les relations de travail en Allemagne revêtent toujours une grande importance pour le continent européen, même si elles y ont rarement fait des émules. Dans l'industrie métallurgique et électrique allemande, un des fleurons de l'économie d'Outre-Rhin, la main-d'œuvre est soumise depuis 1995 à la semaine de 35 heures, ou du moins 38 heures dans l'ex-Allemagne de l'Est. Soit cinq ou deux heures de moins que dans l'industrie helvétique. En amont du renouvellement contractuel de 2021, IG Metall, la plus grande organisation de travailleurs allemande avec ses 2,3 millions de membres, avait lancé l'automne dernier la proposition suivante: des augmentations salariales de 4% et la réduction du temps de travail de 35 à 32 heures, afin d'introduire la semaine de quatre jours. «Nous devons tous travailler mais moins, afin d'éviter les licenciements», avait résumé Jörg Hofmann, président de la centrale syndicale. Troisième demande, pour que la main-d'œuvre acquière les nouvelles compétences requises par le monde professionnel, il faut créer des fonds affectés à la formation.

Une proposition courageuse dans le contexte actuel. Car le conflit collectif touche toute l'industrie métallurgique et électrique allemande, qui occupe pratiquement quatre millions de travailleurs. L'industrie automobile, avec toutes les entreprises gravitant autour de ce secteur, en est le poids lourd. Selon les données de l'Agence fédérale allemande pour l'emploi, les grands groupes automobiles emploient dans le pays 830 000 salariés et représentent au moins 5% du PIB national. Or, la transition vers les véhicules électriques met déjà en péril quantité de postes de travail, et les scénarios d'avenir s'annoncent apocalyptiques.

CRAINTES POUR LES EMPLOIS

A en croire un rapport publié en janvier 2020 par des conseillers gouvernementaux, réunis dans une plateforme nationale pour la mobilité de demain, l'électromobilité pourrait coûter 410 000 emplois dans la production automobile et sa chaîne de fournisseurs, d'ici à 2030. D'autres études remarquées, dont celle menée pour le compte de l'Union européenne (UE), sont moins sombres, concluant que les nouveaux emplois créés dans la filière de l'énergie électrique compenseront intégralement ceux qui sont condamnés à disparaître.

Il est difficile de prévoir comment la situation va évoluer. Bien entendu, les ouvriers occupés dans une usine automobile allemande ont de bonnes raisons de craindre pour leur emploi dans un proche avenir. Leur reconversion professionnelle ne se fera pas du jour au lendemain, a fortiori s'ils ont accompli le même genre de travail pendant des années. Pour compliquer les choses, la terrible pandémie s'est abattue sur l'Europe quelques semaines après le rapport et continue de faire rage.



«Ensemble pour plus de temps pour nous». Une revendication portée par le puissant syndicat de la métallurgie allemand, IG Metall, ici lors d'une mobilisation en janvier 2018. L'accord signé ce printemps innove. Si les hausses salariales négociées ne sont pas possibles en raison de la situation économique, une baisse du temps de travail, sans diminution des revenus, sera accordée.

UN MILLION DE MÉTALLOS EN GRÈVE

Comment apporter une réponse collective aux craintes diffuses des ouvriers de perdre leur emploi? Comme indiqué plus haut, IG Metall a proposé de garantir le pouvoir d'achat en augmentant les salaires et de préserver les emplois en réduisant le temps de travail sans diminution de la rémunération. Il n'en est pas question, ont répondu en chœur les employeurs, qui ont proposé exactement le contraire, soit un démantèlement du contrat en vigueur avec en plus le gel des salaires. Les choses se sont toutefois passées autrement.

La participation d'un million d'ouvriers de la métallurgie aux grèves d'avertissement lancées au cours des premiers mois de cette année et pas moins de sept cycles de négociations ont abouti à la signature d'un accord régional, paraphé le 30 mars en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, puis étendu à toute l'Allemagne.

ACCORD «APPELÉ À FAIRE DES ÉMULES»

Très brièvement, l'accord prévoit que les augmentations salariales (+2,3% dès le 1^{er} juillet) seront bloquées sur un compte jusqu'en février 2022. A cette date, la situation économique fera l'objet d'une analyse paritaire entre syndicats et employeurs, pour chaque entreprise. Si les conditions économiques le permettent, les travailleurs recevront d'un coup ces arriérés, soit l'équivalent de 18,4% d'un mois de salaire. Dans les entreprises en difficulté, cet argent servira à réduire le temps de travail, sans diminution de la rémunération. La même opération sera répétée jusqu'en février 2023, où le solde final s'élèvera à 27,3% d'un salaire mensuel. Et dès cet été, près de quatre millions d'employés recevront une «prime de reconnaissance pour la pandémie» de 500 euros. Les apprentis toucheront quant à eux 300 euros. Des apprentis qui, pour la première fois, seront soumis à la CCT du secteur et d'autant mieux protégés. Il est difficile de désigner le vainqueur de cet accord, tant les deux parties jubilent. Pour Knut Giesler, responsable d'IG Metall en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le résultat est «appelé à faire des émules», en permettant de

«financer une réduction d'horaire en cas de problèmes d'emploi sans perte significative de salaire pour les employés».

Le patronat allemand vante lui aussi l'accord, heureux surtout d'avoir échappé aux augmentations salariales discutées en 2020, puisqu'elles ne prendront effet qu'au second semestre 2021. Et accessoirement d'avoir tué dans l'œuf la revendication syndicale de «contributions de solidarité» financées par les entreprises ayant réalisé des affaires florissantes malgré la pandémie en 2020. Car il en existe bel et bien.

DES MILLIARDS DE DIVIDENDES...

Le 31 mars dernier, soit le lendemain de la signature de l'accord, Ola Källenius, patron de Daimler (dont fait partie l'entreprise Mercedes-Benz), annonçait rayonnant à l'assemblée de ses actionnaires une hausse de dividendes de 50% par rapport à l'année précédente, distribuant ainsi 1,44 milliard d'euros de profits réalisés l'année de la pandémie. Le résultat d'exploitation du groupe Daimler a atteint 6,6 milliards d'euros en 2020. Globalement, les trente plus grandes entreprises cotées à la Bourse allemande verseront à leurs actionnaires 34 milliards de dividendes pour l'exercice écoulé, montant en légère croissance par rapport à l'année précédente. Le grand capital allemand ne semble guère avoir souffert de la pandémie, contrairement aux travailleuses et aux travailleurs.

Alors que rien n'était gagné d'avance, IG Metall a bien su mobiliser les salariés en dépit des restrictions liées à la pandémie et, surtout, parvenir à un consensus sur la réponse à lui donner dans un contexte exceptionnel. Il faut garantir une répartition correcte des richesses créées, par le biais d'augmentations salariales. Ces dernières étant susceptibles d'être converties en temps libre sans diminution de salaire, dans le but de sauver des emplois. Un véritable cas d'école! ■

Article paru dans *Area* du 16 avril 2021, traduction de Sylvain Bauhofer.

POING LEVÉ

PAS DE PARACHUTE POUR L'ÉQUIPAGE

Par Jérôme Béguin

La menace planait. Swiss a finalement annoncé jeudi dernier ouvrir une procédure de consultation pour licenciement collectif. D'ici à la fin de l'année, la direction de la compagnie d'aviation entend réduire de 20% ses effectifs par rapport à 2019, soit 1700 postes équivalent plein temps (EPT). Si, à cette date, plus de 1000 EPT auront été supprimés par les départs naturels et volontaires, la mesure pourrait entraîner le licenciement de près de 780 collaborateurs, dont 400 parmi le personnel de cabine, 260 au sol et à la technique, ainsi que 120 pilotes. En outre, 10 des 69 avions à croix blanche devraient être rangés au hangar. La restructuration permettrait de dégager 500 millions de francs par an. «L'objectif est de rembourser rapidement notre prêt tout en préservant notre compétitivité et notre capacité d'investissement», s'est justifié le CEO, Dieter Vranckx.

Rembourser le prêt? Rien ne presse. L'année dernière, la Confédération a mis près de 2 milliards de crédits à disposition des sociétés aériennes piquant du nez. Swiss n'a recouru qu'à la moitié de l'emprunt garanti. Et la Confédération pourrait si nécessaire transformer ce prêt en aide à fonds perdu. L'un des objectifs de ce coup de pouce est d'ailleurs de préserver les emplois. Éviter les licenciements est aussi le premier but de la réduction d'horaire de travail, supportée là encore par la Confédération. La filiale de Lufthansa, qui a vu presque la totalité de ses avions cloués au sol, est l'une des entreprises ayant le plus recouru au chômage partiel. Et ce n'est pas terminé. Pour sauver leurs emplois, les travailleurs ont aussi consenti à des sacrifices salariaux. Le personnel de cabine a accepté de réduire de 5% son revenu. Or, les salaires de ces hôtesses et de ces stewards n'atteignent pas des hauteurs stratosphériques. La rémunération d'entrée est de 3400 francs brut. Les 70% ont un salaire inférieur à 4000 francs par mois, selon Sandrine Nikolic-Fuss, la présidente du syndicat du personnel de cabine Kapers interrogée par la *Tribune de Genève*. Les dirigeants de Swiss, eux, n'ont pas fait trop d'efforts. En octobre dernier, ils se sont octroyé des bonus comme si de rien n'était.

Les managers espèrent un retour rapide à la normale, ils veulent voir s'afficher les chiffres noirs et s'envoler les bonus. Quitte à éjecter une partie de l'équipage sans parachute. Dieter Vranckx se dit «navré» de licencier. C'est nous qui sommes désolés d'avoir donné Swissair à Lufthansa. Il est temps d'inscrire au programme de la gauche et des syndicats la reconstitution d'une véritable compagnie aérienne nationale de service public. Espérons que les salariés et leurs syndicats se battent avec vigueur pour leurs postes de travail. Si, à l'heure de l'urgence climatique, la réduction du trafic aérien apparaît comme une nécessité, la transition ne doit pas se traduire par des licenciements secs. ■

QUAND LA DÉSINFORMATION POLLUE LES PROCÈS

Les avocats des militants amendés à la suite de leur action de blocage pendant le Black Friday 2019 à Fribourg veulent que des experts soient entendus par la justice. Un leitmotiv qui se retrouve dans plusieurs autres procès, passés et à venir

Textes Aline Andrey

La justice a besoin d'informations fiables, sinon elle prend le risque de rendre un jugement biaisé. C'est ce qu'ont rappelé des avocats, devant les médias, après le refus du juge fribourgeois d'entendre des experts durant le plus gros procès climatique suisse à ce jour. Ce dernier est prévu entre le 25 mai et le 1^{er} juin, au Tribunal d'arrondissement de la Sarine, et verra une douzaine d'avocats défendre une trentaine de prévenus, des activistes du climat de 19 à 62 ans. Ceux-ci font opposition à leurs ordonnances pénales reçues à la suite de leur action pendant le Black Friday de novembre 2019 devant Fribourg-Centre. Mardi 4 mai, lors d'une conférence de presse, deux experts et trois avocats – dont M^{re} Christian Delaloye, ancien bâtonnier du canton de Fribourg – se sont exprimés sur l'importance des expertises scientifiques. Un leitmotiv qui touche de nombreux procès.

ENJEUX DE LA SURPRODUCTION

«La question de la légitimité, une fois de plus, se pose. Ici, les mobiles des prévenus sont liés aux impacts de la surproduction et de la surconsommation. La justice a donc besoin d'informations fiables», explique M^{re} Irène Wettstein, qui a rappelé que, durant le procès des «joueurs de tennis» dans la succursale lausannoise de Credit Suisse, le juge de première instance avait refusé d'entendre des scientifiques de renom, avant de finalement accepter le témoignage de la climatologue Sonia Seneviratne. Une déposition qui a pesé de tout son poids dans la décision d'acquiescement du juge qui a conclu à la légitimité de l'action.

En Cour d'appel, par contre, aucun scientifique n'a été entendu et les activistes ont été condamnés. L'avocate donne un deuxième exemple, celui du procès cumulant une action «Mains rouges» et des actions de désobéissance civile à Lausanne. Le militant a été condamné en première instance (tout en étant acquitté pour son action «Mains sales»). «Dans ce dernier procès, le Tribunal se réfère à un édit du *Temps*, plutôt qu'à des experts, pour estimer que la défense du climat ne peut contourner la démocratie. C'est un aperçu de la faible connaissance des juges en matière climatique et de l'ignorance de leur propre désinformation», assène M^{re} Wettstein.

INDUSTRIE DU TABAC

En écho, Pascal Diethelm, ancien collaborateur de l'OMS et militant antitabac, souligne que l'industrie de la cigarette a été la première à inventer des méthodes inédites de désinformation. Cette dernière a, de surcroît, dès les années 1950, dérédiabilisé les scientifiques qui alertaient sur les liens entre cigarettes et maladies. Pascal Diethelm en a fait l'amère expérience. Début 2000, avec le docteur Jean-Charles Rielle, il révèle la fraude scientifique du professeur Rylander de l'Université de Genève. Celui-ci nie la toxicité de la fumée passive, car il entretenait des liens étroits avec Philip Morris depuis les années 1970. Or, Rylander poursuit les deux lanceurs d'alerte pour diffamation. Cinq jugements plus tard, le Tribunal fédéral a fini par leur donner raison. «Nous avons fait appel à des experts qui ont été entendus et ont été essentiels dans le rétablissement des faits et de la vérité, explique Pascal Diethelm. Les juges sont des êtres humains comme

tout le monde avec des idées socialement construites par des industries qui dérédiabilisent leurs opposants.»

IGNORANCES

La climatologue Martine Rebetez souligne que ces méthodes de désinformation de l'industrie du tabac se retrouvent dans celle des énergies fossiles s'agissant du changement climatique. «Même dans les milieux les plus éduqués, encore aujourd'hui, on ne se rend pas compte ni de l'urgence ni de l'ampleur des changements climatiques. Les connaissances sont clairement insuffisantes. Les jeunes pour le Climat sont jugés par des personnes qui ne connaissent pas les enjeux et ne peuvent donc comprendre leurs actions.» Martine Rebetez se dit également choquée par le rejet de la plainte des Aîmées pour la protection du climat qui ont porté leur combat jusqu'à la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). «Le Tribunal fédéral a refusé de reconnaître la vulnérabilité de cette population face au réchauffement climatique. Alors que l'été caniculaire de 2003 a généré une surmortalité chez les plus de 80 ans de plus de 10% – ce qui n'est pas très éloigné des chiffres de l'année passée avec le Covid.»

M^{re} Nussbaumer souligne que ni ces enjeux, ni même le mot climat, ne figurent dans l'accusation du procureur général contre les militants de l'action Block Friday. Ceux-ci sont poursuivis pour contrainte – le fait d'entraver la liberté de quelqu'un (en l'occurrence d'entrer par la porte principale d'un centre commercial) – et pour avoir manifesté sans autorisation. Dans tous les cas, même s'ils ne sont pas invités à s'exprimer, plusieurs experts se rendront au tribunal le 25 mai. ■



En novembre 2019, pendant le Black Friday, des militants pour le climat avaient bloqué la porte principale du grand centre commercial de Fribourg. Le procès d'une trentaine d'entre eux débutera le 25 mai. Leurs avocats ont protesté la semaine dernière contre le refus du Tribunal d'entendre des experts.

AU CHILI, LA POMME ATTIRE LE MÉDECIN

Le documentaire «Pomme de discorde» de Daniel Künzi montre dans quelles conditions sont produites les «Pink Lady» du Chili vendues dans nos grandes surfaces

Textes Jérôme Béguin

Pomme de discorde (Alerte pesticides), le dernier documentaire de Daniel Künzi, qui sera projeté dès le 17 mai sur quelques toiles romandes, s'intéresse au premier de nos fruits à pépins. Il dévoile dans quelles conditions les «Pink Lady» vendues sur les étalages de Migros et de Coop sont cultivées au Chili. Dans les plantations de ce pays, les épandages de pesticides sont massifs, intoxiquant les travailleurs et les populations riveraines, en particulier les enfants. Ces produits chimiques interdits en Suisse provoquent notamment des retards de développement et des malformations chez les nourrissons. Une partie est fabriquée par le groupe bâlois Syngenta. En contrepoint du Chili, le film nous emmène au

Val-de-Ruz, dans le canton de Neuchâtel, où une coopérative s'est organisée autour d'un pressoir avec pour objectif de reconstituer des vergers. C'est là que réside l'alternative pour le réalisateur Daniel Künzi. Interview.

QUESTIONS REPONSES

Comment vous est venue l'idée de ce film?

Le 1^{er} Août 2017, un ami qui participait à un brunch à la ferme m'a expédié une photo d'une pomme proposée au cours du repas. Elle ne venait pas du domaine, qui cultive pourtant des pommes, mais de Nouvelle-Zélande.

Le lendemain, j'ai constaté que Coop et Migros proposaient des pommes du Chili. Renseignements pris, j'ai remarqué que le Chili est le premier producteur de pommes de l'hémisphère sud.

Est-ce que vous saviez à quoi vous attendre au Chili?

Oui et non. Je connaissais les plantations de bananes au Panama, mais je n'imaginai pas l'ampleur territoriale de ces cultures au Chili: sur des centaines de kilomètres, des plantations vouées à l'exportation longent la Carretera Sur, l'interminable route du sud. Ni la misère des travailleurs et des travailleuses temporaires, qui gagnent 400 francs par mois. «Nous sommes les esclaves du 21^e siècle», m'a résumé l'une d'elles, en ajoutant qu'il est mal vu d'être syndiqué.

Avez-vous été surpris par l'ampleur des empoisonnements des enfants?

Franchement oui. Je pensais bien que des travailleurs seraient contaminés, mais l'empoisonnement des enfants est massif et toute la population est touchée bien qu'elle ne consomme pas de pommes. Les écoles rurales sont comme des îles dans un océan de vergers.

Est-ce que vous avez eu des difficultés à enquêter et à tourner au Chili? Un cadre local de Syngenta aurait été licencié après vous avoir parlé?

Les temporaires ont peur de parler, l'ombre de Pinochet plane toujours sur le Chili. La difficulté provient de l'absence d'organisation syndicale rurale des travailleurs, contrairement au Brésil. Les temporaires ne sont pas au courant des dangers qu'ils risquent. A titre d'exemple, au Chili, le pesticide est nommé «*el liquido*», le liquide, comme s'il s'agissait d'un détergent quelconque. J'ai effectivement rencontré un cadre de Syngenta qui a défendu bec et ongles son entreprise. «Je sais que les produits que nous utilisons sont interdits en Suisse, mais chaque pays a ses lois et nous nous conformons à celles du Chili, mais vous savez, on en met si peu», m'a-t-il dit en me faisant un petit signe avec son pouce et son index. Mais Syngenta n'a pas apprécié qu'il s'exprime sans l'autorisation de ses supérieurs. Fariieux, deux jours après, il m'annonçait avoir été licencié après vingt ans d'activité dans l'entreprise.

Syngenta, d'un côté, et Migros et Coop, de l'autre, ne sont pas interrogés, pourquoi?

C'est à eux qu'il faudrait poser la question. J'ai tout simplement demandé à Migros et à Coop de me dire dans

quelle plantation ces pommes ont été cultivées et qui les ont cueillies. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils ne sont pas fiers de leur business avec le Chili. Après des mois de palabres, la réponse a été: «Nous préférons ne pas collaborer à votre film.»

Pour Syngenta, c'est plus curieux. J'ai demandé des explications à la direction mondiale à Bâle. La réponse a été la suivante: «Vous avez déjà réalisé une interview au Chili avec un de nos ingénieurs, vous lui avez déclaré être un producteur de fruits, comme vous avez menti, nous ne vous dirons rien.» Et ils m'ont interdit de diffuser cette interview avec ce cadre local.

Est-ce qu'on pourra voir votre film sur la RTS?

Il faut bien comprendre que je mets en lumière la politique agricole de la Confédération, ainsi que le business de Migros et de Coop, qui sont parmi les premiers publicitaires de la RTS. Sans compter Syngenta. Cela fait beaucoup pour un film. En Suisse, on a le droit de critiquer les excès du système, mais pas le système. Un responsable de la RTS m'a fait remarquer le chiffre d'affaires de cette multinationale, près de 13 milliards de dollars, et m'a conseillé de prendre un bon avocat pour me protéger...

Le 13 juin, nous nous prononçons sur deux initiatives visant à bannir les pesticides, on peut vous demander ce que vous allez voter?

Avant mon film, j'aurais voté pour la première, «Pour une Suisse libre de pesticides», et me serais abstenu ou aurais voté contre la seconde, «Pour une eau propre et une alimentation saine». Mais maintenant j'estime



Des vergers à perte de vue. L'épandage des pesticides affecte la santé des enfants et des personnes vivant aux abords de ces vastes plantations.

IMAGE TITRE DE POMME DE DISCORDE

qu'en Suisse, on est allé beaucoup trop loin sous la domination du lobby chimique. Il faut faire une pause. Et si l'on met en lumière ce que nous dépensons pour notre sécurité militaire,

nous avons les moyens de nous offrir une transition écologique pour accompagner la paysannerie et manger sainement. ■

Pomme de discorde (Alerte pesticides), de Daniel Künzi, dès le 17 mai sur les écrans romands, bande-annonce visible sur: youtu.be/2ZVWj5Pyjlc

«Pink Lady» de Coop et Migros «équitables»

Coop et Migros disposent-ils d'informations sur les conditions de production des «Pink Lady» au Chili? «En principe, nos pommes «Pink Lady» proviennent de Suisse. Si cette variété n'est pas disponible en Suisse en quantité et en qualité suffisantes, elle est importée du Chili ou d'Argentine. Ce n'est pas le cas pour l'instant», explique, à *L'Événement syndical*, Andrea Ruberti, porte-parole du groupe Coop. «Lors de nos importations, nous nous en remettons à des fruits et des légumes commercialisés de manière équitable et nous exigeons de nos partenaires commerciaux qu'ils respectent des normes sociales minimales. Les pommes «Pink Lady» importées proviennent de cultures certifiées selon la norme GRASP.» Celle-ci

est un module complémentaire du label de l'organisation GLOBALG.A.P. œuvrant pour une agriculture saine et durable. Même topo du côté de Migros: les importations chiliennes ne durent que trois à quatre semaines et le volume se monte à moins de 1% des ventes, nous explique Patrick Stöpper, porte-parole de la Fédération des coopératives Migros. Le distributeur attend également des producteurs qu'ils adhèrent au GLOBALG.A.P. «Migros n'a pas vu le film et ne peut pas le commenter. Il serait important de savoir dans quelles plantations a été tourné le film.» ■

La cause climatique devant la justice

Les procès climatiques se multiplient, et se font écho. Sur le site Action Climat (actionclimat.ch), la liste, pourtant non exhaustive, est déjà longue. Plaidoiries et décisions de justice y sont accessibles tant dans les procès «Mains rouges» à Genève et à Lausanne (acquiescement à Genève, mais pas à Lausanne), que dans celui des douze «joueurs et joueuses de tennis» (troisième manche bientôt au Tribunal fédéral), ou encore concernant «la visite guidée des pires entreprises climaticides» (acquiescement à Genève). Chronologiquement, le premier procès date du 5 novembre 2019. Celui d'un mineur, à la suite d'une action de désobéissance civile durant une manifestation pour le climat à Lausanne dans les locaux des Retraites populaires. Il a été condamné en première et en deuxième instance. Le procès de treize prévenus majeurs de la même action n'a pas encore été agendé. Tout comme celui de 200 activistes d'Extinction Rebellion (XR) après des blocages à Lausanne, qui s'annoncent ubuesques. Eric Ducrey, co-vice-président de la construction d'Unia Fribourg, explique avoir reçu plusieurs ordonnances pénales lors d'actions menées avec XR, pour affichage sauvage et incitation à la rébellion, ou encore récemment à Fribourg pour infractions à la Loi Covid, alors que les groupes de manifestants étaient éloignés les uns des autres pendant l'action. Pour lui, «il y a clairement un acharnement contre les militants éco-sociaux». Un acharnement qui prend une ampleur inédite à la suite de l'évacuation de la Zad du Mormont fin mars. La semaine dernière, trente avocats vaudois et genevois ont fait opposition aux ordonnances pénales immédiates reçues par les zadistes – soit 2 à 3 mois d'emprisonnement ferme, des amendes de 400 à 700 francs en plus des frais de procédure. Ils écrivent dans un communiqué être «choqués» tant par la lourdeur des condamnations que par les méthodes utilisées, inédites: «Les peines qui incluent toutes de la prison ferme ont été prononcées de manière expéditive à l'issue de brèves audiences menées à la chaîne.» Quarante-deux militants ont été condamnés dans les 48 heures après l'arrestation. La majorité n'a pas divulgué son nom, mais empreintes digitales, prélèvements d'ADN et photos ont été conservés par la police. «Les antécédents n'ont ainsi pas été pris en compte. Pour la défense, il y a vice de forme de la part du Ministère public», souligne l'une des avocates, M^{re} Saskia von Fliedner. Les activistes déclarent, quant à eux, dans le communiqué: «Un casier judiciaire, c'est une entrave dans la vie quotidienne que nous refusons de porter alors que nous agissons dans l'intérêt commun, pour notre survie et celle du vivant.» ■

LE BURNOUT, POUR MIEUX RENAITRE

Dans son livre «Le burnout, un signe de bonne santé», le formateur Thierry Balthasar éclaire le phénomène sous un angle décalé, résolument positif

Aline Andrey

Et si le burnout offrait la possibilité de rebondir et de vivre mieux? C'est ce qu'a expérimenté Thierry Balthasar, formateur d'adultes et coach, entre autres métiers. Juriste de formation, il a été aussi consultant en ressources humaines dans une multinationale. C'est là qu'il a vécu son premier burnout, avant de créer à Lausanne, en 2003, une entreprise spécialisée dans l'accompagnement de personnes et de structures en transition. Dans son livre *Le burnout, un signe de bonne santé*, l'auteur décrit celui-ci comme un signal d'alarme pour nous sortir de l'impasse de nos peurs individuelles et collectives, pour venir à bout de l'immobilisme et nous transformer. Cet essai regroupe des témoignages, une analyse et un guide pratique pour reconnaître les symptômes, donner des pistes aux personnes en proie au burnout et à leur entourage professionnel et familial. L'approche de Thierry Balthasar, qui a traversé lui-même deux burnout, se veut optimiste. L'auteur a ainsi la conviction que le «burnout sert de catalyseur aux transformations du monde actuel» pour une «métamorphose des individus et des systèmes de notre société». Au point de parler de *bornout*, «naissance» en anglais.

DES TÊTES BRÛLÉES

Les personnes en burnout sont repâtées par l'auteur des «têtes brûlées». Car il s'agit bien d'une surchauffe du système cérébral, durant laquelle des connexions sont littéralement grillées. Mais «comme un plomb qui pète, cela protège le système contre des risques plus importants...». «Il est une sorte de sauvetage de dernière minute, qui met le système en veille avant qu'il n'implose et ne s'éteigne à jamais», décrit-il. Au niveau individuel, c'est donc une manière de se maintenir en vie. Au niveau professionnel, c'est l'occasion de corriger les dysfonctionnements de l'entreprise. Or, dans les faits, la direction préférera généralement remplacer le collaborateur défaillant. «Autrement dit, on remplace les fusibles, sans chercher à consommer moins d'énergie ou à réviser le système électrique», dénonce Thierry Balthasar, qui en appelle ainsi à changer de paradigme pour «ne plus considérer l'activité économique comme un but que l'on atteint en consommant des ressources humaines, mais comme le moyen de développer ces dernières».

LE DÉMI

L'ouvrage propose plusieurs témoignages, dont le sien: «Je travaillais dans les RH en multinationale et j'étais tellement dégoûté par mon environnement et mon entourage professionnel que j'en avais la nausée, au point de commencer mes journées par un détour aux WC.» La simple vue du logo de l'entreprise le rendait malade, il trouve des stratégies pour l'éviter. Jusqu'au moment où, après avoir vomi cinq jours d'affilée, il se décide à consulter son médecin qui diagnostique un burnout. «A force de s'habituer au stress permanent, on n'en ressent plus les effets sur l'organisme. Le corps s'accoutume à la souffrance, on ne la ressent plus. On est dans le déni. Et quand on ne peut plus cacher ses défaillances, on en minimise l'importance (...). A ce stade, c'est souvent l'entourage qui donne l'alerte. Pour cela, il doit savoir reconnaître les signes inquiétants et, surtout, se faire entendre», écrit l'au-

teur, qui propose des grilles de lecture dans la deuxième partie de son ouvrage. Il souligne aussi le caractère particulièrement résistant, engagé et intelligent des préposés au burnout qui progressivement se laissent bouillir comme la grenouille dans une casserole d'eau froide qu'on chauffe petit à petit. Le stress chronique amène à un phénomène d'usure qui finit par un épuisement total (qui peut toucher un professionnel, un élève, une mère au foyer...). Lors du burnout, la tête brûlée a donc avant tout besoin de repos, avant de penser à se reconstruire patiemment.

SE RECONNECTER À SA SOURCE

Plus largement, Thierry Balthasar remet en question notre conception du travail, l'accumulation des richesses matérielles et la course aux diplômes. Il invite à se reconnecter à son cœur et à sa source en accédant «à la part de nous-mêmes qui sait ce qui est bon pour nous». Cela, à son propre rythme, en développant «notre qualité de présence», en étant conscient de notre respiration ou en se posant les questions: «Est-ce vrai? Est-ce juste? Est-ce réel? Vraiment? En suis-je sûr? Et si ce n'était qu'une part de la vérité?»

Pour lui, l'épanouissement personnel et professionnel ne font qu'un. Au niveau des entreprises, il prône les nouvelles formes d'organisations plus horizontales comme les modèles d'holacratie et d'agilité qui ont le mérite d'offrir un cadre clair pour décider ensemble et réguler les tensions. Malheureusement, «les entreprises ont encore trop tendance à vouloir faire changer les collaborateurs sans rien modifier au niveau de la direction et de la gestion», déplore le coach, qui expérimente l'accompagnement formatif des équipes au sein des sociétés. «En s'engageant dans ce type de démarche, la direction et les collaborateurs décident de faire du bien-être et de la santé au travail leurs priorités.» Et d'ajouter: «Avec la pratique, on remarque qu'il suffit souvent de très peu de choses pour fluidifier et simplifier les relations professionnelles.»

En conclusion, le formateur invite au jeu, à l'amusement, à l'oisiveté, à la reconnaissance de ses talents – qu'on pense parfois à tort être des défauts – aux infinies possibilités de la vie, à la liberté d'exprimer ses émotions et d'oser la simplicité. Tout en avertissant, lucide et bienveillant, que s'il a encouragé tout au long de ces pages «l'envol de chacun, la prise de responsabilité, le mouvement introspectif et l'audace d'être soi», «tout le monde n'est pas prêt à cela» ou n'en a pas besoin. Le propos de son livre est donc avant tout d'ouvrir des pistes pour mieux prendre soin de ceux qui s'usent dans le système actuel». Et d'inviter le lecteur à rêver: «Imaginez maintenant à quoi ressemblerait le monde professionnel, si, dès aujourd'hui dans tous les métiers et dans toutes les fonctions existantes à venir, on faisait preuve de gratitude, de conscience et de confiance. Prenez le temps d'imaginer vraiment. Respirez et laissez circuler cette idée en vous.» ■



Thierry Balthasar, *Le burnout, un signe de bonne santé*, préface de Ha Vinh Tho, Editions Favre, 2020.

Filmographie engagée

Né à La Chaux-de-Fonds en 1958, Daniel Künzi a suivi une formation d'électronicien au Locle avant de s'installer à Genève. Après avoir décroché un certificat d'études pédagogiques, il a pu enseigner dans les écoles secondaires. Parallèlement, il a produit et réalisé de nombreux films documentaires historiques et sociaux. On lui doit *La Baillat vivra!* (2007) consacré à la lutte des ouvriers de l'usine de Reconville. Daniel Künzi est aussi engagé en politique, il a longtemps siégé au Conseil municipal de Genève sur les bancs de Solidarités. ■



«Nous sommes en quelque sorte les esclaves du 21^e siècle», constate dans le film Ingrid Rivera, ouvrière agricole au Chili.

IMAGE TITRE DE POMME DE DISCORDE

QUAND LES RÈGLES CHANGENT

Le Conseil d'Etat vaudois va donner suite au postulat de la socialiste Muriel Thalmann demandant la distribution gratuite de protections hygiéniques dans les écoles et les services du canton en faveur des plus précaires. Entretien

Jiyana Tassin

Beaucoup de femmes ne peuvent pas s'acheter de protections hygiéniques en Suisse. Etudiantes, personnes sans domicile fixe ou travailleuses gagnant un revenu irrégulier, nombreuses sont celles qui sont touchées par la précarité menstruelle. Et ce phénomène augmenterait avec la crise économique actuelle. Pour pallier ce problème, le Conseil d'Etat vaudois a récemment accepté un postulat relatif à ce sujet. Le texte, rédigé par la députée socialiste Muriel Thalmann, avait été, au préalable, adopté par le Grand Conseil vaudois à une voix près début mars de cette année. Plusieurs projets

pilotes seront donc lancés ces prochaines semaines dans des dizaines d'établissements scolaires et structures d'accueil pour des personnes précarisées (migrants, SDF, etc.) Les autorités ont estimé le coût d'un appareil fournissant des protections hygiéniques à environ 1000 francs et entre 800 et 1000 francs sa recharge annuelle. Le Canton de Vaud fait ainsi un pas de plus que celui du Jura – qui avait accepté fin mars une motion pour l'installation de distributeurs de serviettes hygiéniques gratuites dans les établissements scolaires – en élargissant l'accès. Lucerne, Berne et le Valais avaient, quant à eux, écarté ces propositions. Auteure du postulat et députée au

Grand Conseil vaudois, la socialiste Muriel Thalmann, précise les raisons de sa démarche.

QUESTIONS RÉPONSES

Quelle est la teneur de votre postulat? Il porte sur le libre accès et la gratuité de protections hygiéniques dans les établissements scolaires du canton et dans des services de l'administration communale accueillant des personnes dites vulnérables. Il s'agit de respecter la dignité des femmes et d'empêcher leur exclusion sociale. Les étudiantes n'auront par

exemple plus besoin d'aller quémander des protections chez l'infirmière de l'école ou de rentrer à la maison se changer. Le postulat réclame aussi la mise à disposition systématique par des distributeurs, au prix coûtant, de protections hygiéniques et en libre accès dans les toilettes des établissements publics.

Pourquoi parler de ce sujet aujourd'hui? Résume-t-il des récents mouvements féministes? Oui, certainement, car cette thématique est devenue politiquement acceptable. Le fait qu'il y ait aujourd'hui de plus en plus de femmes au Grand Conseil vaudois a également pesé dans la balance. Le texte n'aurait probablement pas été reçu de la même manière il y a trois ans! En outre, mettre des protections hygiéniques à disposition dans les toilettes publiques contribuera à rendre ce sujet moins tabou.

Quels soutiens avez-vous reçus? Les Verts, Ensemble à Gauche et le Parti socialiste ont tous les trois soutenu le texte. Quant à l'UDC et au PLR, ils reconnaissent le problème, mais estiment qu'il relève de la responsabilité individuelle des femmes.

Quel est le budget investi par une femme sur une vie en termes de protections menstruelles? La RTS a estimé, dans une émission en 2020, qu'une femme dépensait en moyenne plus de 2300 francs sur toute une vie pour la seule acquisition de protections hygiéniques. Et que ces dépenses pouvaient s'élever à environ 4500 francs si l'on tient compte de tous les frais liés à la menstruation. Le fait qu'il existe aussi peu d'études sur la question montre bien que le sujet reste tabou. On sait que la précarité menstruelle existe en Suisse, mais malheureusement peu de recherches sont menées là-dessus. Dans notre pays, les protections hygiéniques ne sont pas considérées comme des biens de première nécessité. La Loi sur la TVA indique qu'elles

font partie de la catégorie des produits de luxe. Elles sont donc taxées à hauteur de 7,7%.

Quelles sont les conséquences lorsqu'on n'a pas accès à des protections hygiéniques? Il en découle plusieurs difficultés, notamment aux niveaux personnel et psychologique, car beaucoup de femmes se sentent honteuses à l'idée de devoir demander des protections hygiéniques. Une forme d'exclusion sociale est également observée lorsque ces personnes renoncent alors à sortir ou à suivre un cours par exemple. Des problèmes de santé comme des infections urinaires ou le syndrome du choc toxique (une maladie causée par l'utilisation de tampons hygiéniques, *ndlr*) peuvent également arriver lorsqu'on ne se change pas assez régulièrement.

Comment atteint-on une population qui est souvent invisibilisée (migrants, SDF, etc.)? De la même manière qu'on les atteint avec les services de base via des structures comme les centres d'accueil, les abris mis à disposition en hiver ou des initiatives comme les Cartons du cœur. Il faudrait compléter les prestations qu'offrent ces lieux en y ajoutant la question des protections menstruelles.

Quels impacts la pandémie a-t-elle eus sur les personnes touchées par la précarité menstruelle? Il est difficile de répondre à cette question, car aucune étude n'a malheureusement été menée à ce sujet. Mais il est fort probable que les personnes gagnant des revenus irréguliers, comme dans le milieu culturel, aient été plus touchées. ■



Les protections hygiéniques ne sont pas considérées comme des biens de première nécessité dans notre pays, mais comme des produits de luxe, avec un taux de TVA plus élevé.

AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Bienne: pour connaître les heures d'ouverture du secrétariat et de la caisse de chômage, merci d'appeler le 032 329 33 33.
Granges-Longeau: pour connaître les heures d'ouverture, merci de contacter le 032 653 01 11.
Lyss: le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33.
Autres informations sur bienne-soleure.unia.ch

FRIBOURG

PERMANENCES

Dans la région Fribourg, la permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch. En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique. Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

GENÈVE

HORAIRES DU SECRÉTARIAT

Les locaux du syndicat Unia sont ouverts au public lundi, mardi, jeudi et vendredi après-midi de 14h à 18h. Les adhésions pouvant être réalisées à nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil à se présenter dans nos locaux. **Notre charge de travail actuelle nous force en effet à réserver tout conseil juridique à nos adhérents.**

PERMANENCE PAPHYRUS

Les permanences «Papyrus» sont désormais réservées uniquement aux membres d'Unia affiliés depuis au moins trois mois. Des rendez-vous sont possibles le mercredi entre 14h et 18h. Pour plus d'informations, écrivez à geneve@unia.ch ou appelez le 0848 949 120.

NEUCHÂTEL

HORAIRE DES SECRÉTARIATS

La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel
Permanences syndicales: lundi, mercredi et jeudi de 15h à 18h.
Ouverture des secrétariats: du lundi au jeudi de 10h à 12h et de 15h à 18h et le vendredi de 10h à 12h.
Fleurier
Ouverture du secrétariat: vendredi de 9h30 à 12h.
Le Locle
Le secrétariat est fermé jusqu'à nouvel avis.
Permanence téléphonique pour toute la région: du lundi au vendredi de 10h à 12h et du lundi au jeudi de 14h à 18h. 0848 203 090.

TRANSJURANE

PERMANENCES SYNDICALES

Delémont: lundi et jeudi de 14h30 à 18h, vendredi de 9h à 12h.
Porrentruy: lundi et jeudi de 14h30 à 18h.
Moutier: le 1^{er} jeudi ouvrable de chaque mois, de 14h30 à 18h.
Tavannes: lundi de 14h30 à 18h.
Saint-Imier: mardi et jeudi de 14h30 à 18h.
Permanence téléphonique: 0848 421 600, lundi au jeudi de 14h30 à 17h30 et vendredi de 9h à 12h.

PERMANENCES CAISSE DE CHÔMAGE

Delémont: lundi et jeudi de 14h30 à 18h, vendredi de 9h à 12h.
Porrentruy: lundi de 14h30 à 18h.
Moutier: jeudi de 14h30 à 18h.
Tavannes: lundi de 9h à 12h et de 14h30 à 18h, mardi et jeudi de 9h à 12h et de 14h30 à 17h, mercredi de 9h à 12h.
Saint-Imier: mardi et jeudi de 14h30 à 18h.
Permanence téléphonique: 0848 421 600, lundi au vendredi de 9h à 12h.

VALAIS

DÉMÉNAGEMENT

Le secrétariat d'Unia Sion a déménagé. Coordonnées complètes:
Syndicat Unia Région Valais, place du Midi 21, case postale 2190, 1950 Sion 2 Nord.
Le numéro de téléphone reste le même.

SYNDICAT ET CAISSE DE CHÔMAGE

Sierre: 027 602 60 00
Sion: 027 602 60 00
Martigny: 027 602 60 00
Monthey: 027 602 60 00

HORAIRES

Permanence téléphonique: du lundi au vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30. Ouverture du guichet caisse de chômage: du lundi au vendredi, de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h.

PERMANENCES SYNDICALES

Nouveaux horaires jusqu'au 26 novembre.
Sierre: lundi, mercredi et vendredi, de 8h30 à 11h30. Lundi soir de 17h à 19h.

Sion: lundi, mercredi et vendredi, de 8h30 à 11h30. Jeudi soir de 17h à 19h.
Martigny: lundi, mercredi et vendredi, de 8h30 à 11h30. Jeudi soir de 17h à 19h.
Monthey: lundi, mercredi et vendredi, de 9h30 à 11h30. Mardi soir de 17h à 19h.

VAUD

HORAIRES

Secrétariats
Les secrétariats de Lausanne, Nyon, Yverdon, Vevey et du Sentier ont un numéro de téléphone commun. Vous pouvez les contacter au 0848 606 606 ou au 0041 848 606 606 depuis la France.
Les permanences des secrétariats ci-dessus se font uniquement sur rendez-vous. Elles ont lieu les lundis, mardis et jeudis de 14h à 18h. Pour les autres secrétariats, renseignez-vous par téléphone. Horaires téléphoniques:
Lundi à vendredi matin de 8h30 à 12h.
Lundi après-midi de 13h30 à 17h.
Mardi et jeudi de 13h30 à 18h.
Mercredi après-midi fermé.
Vendredi après-midi de 13h30 à 16h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Lausanne: 021 313 24 80
Crissier: 021 612 00 40
Morges: 021 811 40 70
Nyon: 022 994 88 40
Yverdon: 024 424 95 85
Le Sentier: 021 845 62 66
Vevey: 021 925 70 01
Aigle: 024 466 82 86

Révision de l'impôt à la source, mardi 1^{er} juin de 12h30 à 13h45 sur: ge.ch/c/live-afc

UNIA SE RAPPELLE AU BON SOUVENIR DE DPD

Trois mois après avoir dénoncé de déplorables conditions de travail, le syndicat maintient la pression. Une action était ainsi organisée la semaine dernière devant le dépôt de Bussigny

Jérôme Béguin

Unia maintient la pression sur DPD. Pour mémoire, le syndicat avait dénoncé publiquement en février les conditions de travail déplorables au sein de cette filiale de La Poste française devenue le numéro deux de la livraison dans notre pays: journées à rallonge, heures travaillées non payées, retenues abusives, surveillance constante, stress énorme... Basé sur les témoignages de 200 livreurs et logisticiens, un rapport explosif sur le «système DPD» avait été publié. Trois mois après, Unia ne lâche rien. Des syndicalistes étaient ainsi présents le 4 mai à l'entrée du centre logistique DPD de Bussigny (VD). Rappelons que la multinationale dispose de onze dépôts en Suisse, mais pour la distribution des colis qui lui sont confiés, elle s'appuie sur quelque 80 sous-traitants, des sociétés à responsabilité limitée qui emploient les

800 chauffeurs-livreurs portant la livrée rouge et noire. Quant aux logisticiens des dépôts, ils sont, eux, recrutés par des agences de travail temporaire. «Beaucoup de travailleurs de Bussigny ne reçoivent pas de fiches de salaire, ils n'ont pas la possibilité de contrôler de manière transparente que les heures supplémentaires et les cotisations sociales sont bien réglées. Faute de ce document, ils peuvent être bloqués dans certaines démarches, indique Aymen Belhadj, secrétaire syndical d'Unia Vaud. Nous avons aussi constaté que certains employeurs obligeaient de signer des tableaux d'enregistrement du temps de travail ne correspondant pas à la réalité. Enfin, nos membres se sont plaints qu'un sous-traitant employait des livreurs au noir en les payant en cash. Nous allons envoyer un courrier à DPD qui énumère les problèmes rencontrés à Bussigny, en demandant à l'entreprise de réagir dans un délai de dix jours.»



THÉRIY PORCHET

Mardi 4 mai, aux portes du centre logistique DPD de Bussigny. Les travailleurs ont été invités par Unia à inscrire leurs doléances sur des panneaux. Fatigue, charge de travail excessive, heures supplémentaires, payes insuffisantes et absence de 13° salaire étaient au nombre des plaintes exprimées.



THÉRIY PORCHET

«ILS NE FONT PLUS CE QU'ILS VEULENT»

Lors de cette action du 4 mai, les travailleurs ont été invités à s'exprimer sur des panneaux. Le mot «fatigue» a été inscrit à plusieurs reprises. La charge de travail excessive, les heures supplémentaires, la rémunération insuffisante et l'absence de 13° salaire ont été pointées. Depuis la dénonciation d'Unia, rien n'a-t-il changé? «Certains aspects ont évolué, répond Aymen Belhadj. D'une manière générale, ils ne font plus ce qu'ils veulent, notamment en ce qui concerne les heures de travail. Mais on peut se demander si ce n'est pas en raison de la présence d'Unia. Ils savent en effet que les travailleurs sont en contact

avec le syndicat et qu'ils peuvent être dénoncés. Pour nous, la seule garantie d'une amélioration des conditions dans l'entreprise passe par de vraies négociations autour des treize revendications que nous avons présentées à la direction.» Avec Unia, les livreurs et les logisticiens ont créé six collectifs dans les dépôts avec des délégués élus dans un comité national, «Respect@DPD», qui a élaboré un cahier de revendications. L'enregistrement du temps de travail, la rémunération des heures supplémentaires, un nombre maximal de colis par tournée, un salaire minimum de 4250 francs, la suppression du système de surveillance Predict ou encore la

responsabilité de DPD envers les sous-traitants figurent parmi les exigences du personnel. «Un accord écrit sur la base de ces négociations pourrait rassurer les travailleurs. Autrement, nous allons poursuivre notre travail avec les comités de militants», indique Aymen Belhadj. Sur le plan de la charge de travail, enfin, le secrétaire syndical responsable de la branche de la logistique explique qu'elle reste à un haut niveau: «En général, les livreurs ont plus de cent colis à livrer chaque jour. Le travail est toujours très dur.» ■

Salaires indécents chez Epsilon

Syndicom dénonce la restructuration en cours et les salaires de 17,44 francs de l'heure prévus par la filiale de La Poste

Sylviane Herranz

La Poste cultive la précarité. Propriétaire à 100% d'Epsilon, société spécialisée dans le portage des journaux et la distribution d'imprimés publicitaires, elle pratique une politique de sous-enchère salariale dans ce secteur, où elle jouit d'un quasi-monopole, ayant racheté la plupart des entreprises de portage du pays. Epsilon compte 600 employés en Suisse romande. Le 2 mai, le syndicat Syndicom dénonçait les salaires indécents que cette société entend imposer aux employés s'occupant de la distribution des imprimés publicitaires: 17,44 francs de l'heure, 13° salaire compris. Les collaborateurs chargés de la distribution des journaux touchent quant à eux 18,27 francs de l'heure, un minimum imposé par la Commission fédérale de la poste (PostCom). Or les porteurs distribuant la publicité et les tous-ménages ne sont pas soumis à la Loi sur la Poste. De plus, ils étaient payés jusque-là au volume déposé dans les boîtes aux lettres.

25% DE SALAIRE EN MOINS QU'À GENÈVE

Il y a deux ans, face au tollé syndical suscité par la découverte de conditions salariales et de travail catastrophiques, d'heures et d'indemnités non payées, de travail au noir, La Poste et Epsilon s'étaient engagés dans des négociations pour régulariser les conditions de travail. «Nous avons pu obtenir des rattrapages assez

conséquents sur le travail non payé. Et nous avions aussi débuté des discussions pour mettre en place un partenariat social en vue de conclure une convention collective de travail. Mais les négociations ont été bloquées au moment de discuter des salaires, au début du Covid», explique Virginie Zürcher de Syndicom, en charge de la logistique. Les pourparlers ont repris par la suite, mais toutes les propositions du syndicat ont été balayées d'un revers de main, affirme la syndicaliste. Or dernièrement, Epsilon envoyait des congés-modifications à ses employés distribuant les imprimés publicitaires. Dès le 1^{er} août, le nouveau contrat remplacera le salaire au volume par un salaire horaire de 17,44 francs. En outre, l'assurance perte de gain maladie, dont les travailleurs bénéficiaient jusque-là, est supprimée au profit de l'échelle bâloise (paiement de 2 mois de salaire en cas de maladie, après 2 ans dans l'entreprise) sous prétexte que ce travail serait un job d'appoint. Des mesures qui font bondir la secrétaire syndicale: «C'est choquant qu'une entreprise appartenant à La Poste propose des salaires en dessous du minimum déjà trop bas prévu par PostCom. C'est choquant aussi de supprimer la perte de gain en cas de maladie alors que les porteurs de journaux et de publicité sont déjà parmi les salariés les plus précaires, travaillant de nuit, avec leurs propres véhicules pour lesquels ils n'ont pas de dédommagement outre

les kilomètres, et sans vêtements professionnels. Concernant le salaire, si on le compare à celui de Genève où Epsilon va payer ses employés au minimum légal de 23,14 francs, sur Vaud et Fribourg, l'entreprise les payera un quart de moins! De plus, avec ces nouveaux contrats, les collaborateurs ne connaissent pas le nombre d'heures qu'ils travailleront. Ils risquent de gagner encore moins qu'avant!»

SOUS-ENCHÈRE ABUSIVE ET RÉPÉTÉE

N'hésitant pas à parler de sous-enchère abusive et répétée, le député vaudois Jean Tschopp a déposé, le 27 avril dernier, une interpellation adressée au Conseil d'Etat vaudois. Alors que le Canton est fortement engagé dans l'aide aux médias, le socialiste souhaite savoir si le gouvernement n'est pas préoccupé par les conditions de travail précaire dans le portage de journaux et la distribution d'imprimés, et s'il n'envisage pas, avec Genève et Fribourg, de «demander à La Poste de garantir des conditions de travail correctes pour le personnel d'Epsilon». Il interroge également l'Exécutif sur la possibilité de mettre en place un contrat-type de travail pour combattre la sous-enchère constatée. La semaine passée, c'est le conseiller national Roger Nordmann qui portait l'affaire à Berne en interpellant le gouvernement: «Le Conseil fédéral juge-t-il acceptable qu'une filiale à 100% de La Poste paye un salaire de 17,44 francs par heure?» A suivre... ■

COLLÈGUES FRONTALIERS, VÉRIFIEZ VOTRE MUTUELLE

La couverture des accidents non professionnels a été modifiée au 1^{er} janvier. Unia tire la sonnette d'alarme et conseille de vérifier, voire de compléter sa mutuelle

Jérôme Béguin

Depuis le 1^{er} janvier 2021, les accidents non professionnels soignés en France ne sont plus automatiquement couverts à 100% pour les travailleurs frontaliers. Ils sont désormais remboursés selon la législation française sur l'assurance maladie, qui ne prend en charge qu'environ 70% des frais médicaux. «Cette nouvelle réglementation découle de l'introduction entre l'Union européenne et la Suisse de l'échange électronique des données entre les institutions d'assurances sociales. Les accords bilatéraux n'ont pas que des avantages», explique Sylvain Schwab. Prévenu par deux travailleuses, ce secrétaire syndical d'Unia Neuchâtel a sonné l'alarme. Le syndicat a procédé à plusieurs tractages aux postes frontières neuchâtelois et jurassiens. «Beaucoup d'entreprises n'ont pas informé leurs employés», déplore Sylvain Schwab, en mettant en garde contre les mauvaises surprises. «Un accident avec des soins à l'hôpital peut coûter des dizaines de milliers d'euros. Si vous n'avez pas de mutuelle, la sécurité sociale ne prend en charge que 70%, voire 80%, des coûts. Un travailleur frontalier peut ainsi se retrouver en grande difficulté.» Certes, rien ne change pour les soins délivrés en Suisse, qui continuent à être pris en charge, hors frais spéciaux. Les frontaliers peuvent en effet choisir de se faire soigner dans leur pays de résidence ou en Suisse. «C'est bon pour les petits bobos, mais si un jeune se plante à moto, les pompiers français ne l'emmèneront pas à l'hôpital de La Chaux-de-Fonds.» Sylvain Schwab conseille donc aux frontaliers de bien vérifier que leur mutuelle santé française comprenne la prise en charge des accidents non professionnels et, le cas échéant, de changer de couverture ou d'en contracter une autre. A noter que certains employeurs ont souscrit une assurance complémentaire qui couvre les accidents non professionnels en France. Par ailleurs, rien ne change évidemment pour les accidents dans le cadre du travail. ■

Textes Jiyana Tassin
Photos Olivier Vogelsang

Dans l'atelier de l'association Recyclo, à l'avenue d'Echallens à Lausanne, sont entreposés une multitude de vélos: grands, petits, roses, parfois cabossés, avec des roulettes ou désossés, chaque spécimen se révèle unique. Des bénévoles, dans un lieu empli d'un bric-à-brac de roues et d'outils, accueillent chaleureusement les curieux souhaitant transiter vers une mobilité douce. «On possède 150 vélos et une centaine sont actuellement loués», explique l'un d'entre eux, en attrapant une bicyclette perchée sur un mur pour la présenter à une cliente. L'organisation, née en 2015 du constat que de nombreux vélos sont abandonnés chaque année, travaille aujourd'hui avec une vingtaine de volontaires. Son objectif? Collecter, réparer, louer et entretenir une centaine de ces petites reines. Sans oublier un volet social. Recyclo a en effet passé la vitesse supérieure, proposant depuis quelques années des programmes d'insertion sociale et professionnelle en employant le vélo comme outil d'intégration. Camille, présidente de l'association depuis trois ans et ingénieure en mobilité, détaille avec enthousiasme: «Nous proposons des locations de 1 à 24 mois. L'entretien mécanique est gratuit durant la période de location et nos tarifs sont dégressifs.» Recyclo, pour trouver ses vélos, fait appel aux dons de particuliers et ne refuse, par principe, jamais un deux-roues. «Les vélos en trop mauvais état sont toutefois donnés à Velafrica, un de nos partenaires. Ce dernier les répare et les envoie ensuite en Afrique», précise encore la jeune femme.

LES MAINS DANS LE CAMBOUIS
Parmi les nombreux services offerts par l'association, figurent aussi les cours de mécanique. «On en propose deux différents: ceux de mécanique complet tous les lundis et les "multi-tool", un samedi par mois. Le premier a plus de succès, car on peut s'inscrire en fonction de son niveau et, à la différence du "multi-tool", on doit venir régulièrement», commente Camille, qui indique que, afin d'économiser ses forces, le comité a décidé d'engager un professionnel pour donner ces cours. «Les demandes ne manquent pas. Mais on a tous un travail à côté et c'est important de s'alléger afin de ne pas s'essouffler!» En plus d'un atelier de réparation les mercredis de 16h à 20h, Recyclo se déplace ponctuellement dans les communes, les entreprises ou lors d'événements comme le Festival de la Terre, pour tenir des stands de mécanique vélo. «On profite de ces manifestations pour faire notre promotion.» Récemment, Ricardo, une plateforme de revente en ligne, a proposé à Recyclo de leur financer un vélo cargo. Un véhicule dérivé de la bicyclette qu'on emploie pour transporter des charges plus importantes que sur un vélo classique et qui serait, dans le cas de l'association, destiné à organiser des ateliers ambulants. «Aménager un tel vélo nous permettrait d'être plus mobile et notre logistique serait simplifiée. De plus, on pourrait entrer direc-



Recyclo travaille aujourd'hui avec une vingtaine de bénévoles.



L'espace est rempli d'un bric-à-brac d'outils et de roues.



L'association dispose de quelque 150 vélos à louer.

UN PROJET POUR SE REMETTRE EN SELLE

L'association Recyclo, à Lausanne, place le vélo au centre d'une réflexion écologique et sociale. Reportage

tement en contact avec la population et sensibiliser ainsi les gens à la pratique du vélo en ville.»

INSERTION À FOND LES VÉLOS
Recyclo n'est qu'un acteur parmi d'autres dans le monde de la mobili-

té. «Le vélo est pour nous un outil écologique mais aussi social», poursuit Camille, en parlant des projets d'intégration mis sur pied par l'association. Depuis 2018, Recyclo propose en effet des stages à des personnes nouvellement arrivées sur le territoire ou en

phase de réinsertion sociale. Ceux-ci durent trois mois. Et offrent la possibilité aux participants de bénéficier d'un cadre professionnel et social adapté pour améliorer leurs connaissances du français et se familiariser avec les codes sociaux de travail. «Nos stagiaires pro-

fitent une demi-journée par semaine d'un encadrement professionnel où ils apprennent la mécanique avec un spécialiste. Il est aussi possible d'orienter le stage vers l'informatique ou la relation client. Une deuxième demi-journée est, quant à elle, consacrée à l'intégration sociale et culturelle dans le cadre de soirées bénévoles.» Et la présidente de préciser que les stagiaires leur sont principalement envoyés par l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) et le Bureau lausannois pour les immigrés (BLI). Dans la même idée, Recyclo organise des cours de vélo (subventionnés par le BLI) pour adultes. «Certaines personnes, parfois en raison de leur culture, ne savent pas faire du vélo. C'est pourquoi, nous proposons des cours en binôme, entre des personnes migrantes et des bénévoles», indique Camille, qui conclut que son plus grand rêve serait de voir la population abandonner les voitures pour des vélos: «On doit se diriger vers une mobilité douce. Pour une question d'écologie mais aussi pour nous protéger de la pollution sonore et garantir notre bien-être dans l'espace public.» ■

Davantage d'informations sur: recyclo.bike

«J'aime réparer ces engins»



Francesco, 37 ans, bénévole depuis les débuts de l'association, et ingénieur aux Services industriels de la ville de Lausanne, souligne: «On ne se place pas comme des concurrents aux magasins de vélos mais plutôt comme des facilitateurs. On offre une solution intermédiaire à nos clients en fonction de leurs besoins. Ils essaient un vélo pendant quelque temps puis, s'ils sont conquis, en achète un dans un magasin spécialisé.» L'homme ajoute, un sourire aux lèvres: «J'aime réparer ces engins. Ça me vide la tête et j'en tire une immense satisfaction et de la reconnaissance.» Plus loin, Juliano, 23 ans, volontaire depuis quelques mois chez Recyclo, explique, tout en astiquant les disques d'un vélo, qu'il a fini son bachelor en mécanique l'année dernière à l'EPFL. Il a alors pris une année sabbatique pour faire son service civil. «J'avais plus de temps pour moi et je me suis demandé ce que j'aimais vraiment dans la vie. J'ai vite pensé au vélo et, comme je ne connaissais pas bien la mécanique, j'ai cherché un endroit où me former.» Du cambouis plein les mains, il raconte encore que cette expérience lui a permis de développer ses capacités mécaniques mais aussi d'élargir son cercle de connaissances. ■



Un bénévole donne une deuxième vie à un vélo.



«Le vélo est pour nous un outil écologique mais aussi social», explique Camille, la présidente de Recyclo.